ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

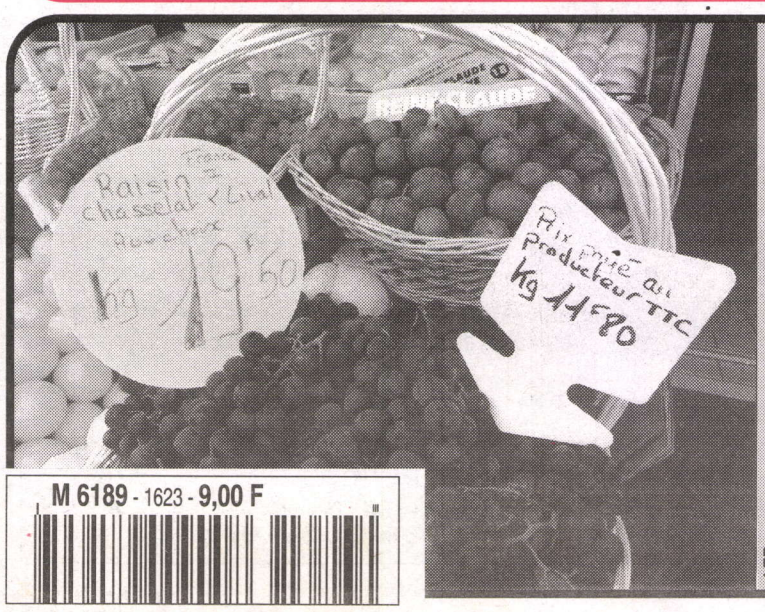
lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1623 – 20 août 1999 – prix : 9F

Guerre des banques, Daewoo, etc.

IL FAUT METTRE UN TERME À LA FOLLE COURSE AUX PROFITS CAPITALISTES



AFP

Fruits et Légumes

UNE MESURE DÉMAGOGIQUE

page 9

M 6189 - 1623 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – L'arnaque à la réduction du temps de travail continue

5 – La guerre des banques
– Fusion dans l'aluminium

8 – Manifestation d'octobre 1961 : les archives entrouvertes
– Les pétroliers et l'État nous font les poches

9 – Double étiquetage : une mesure démagogique
– Les handicapés du pognon

12 – Plus précaires que précaires
– Des salaires bien trop partiels

Tribune

4 – Le bonheur alimentaire

Dans le monde

6/7 – Ex-URSS : Daghestan, la loi des bandes armées
– USA : • Fusillade raciste
• Au Kansas, les bigots ne veulent pas descendre des singes
– Mali-Mauritanie : Des conflits qui risquent de se transformer en conflits ethniques

Dans les entreprises

13 – CAF région parisienne : les familles pénalisées
– La Poste Paris 12e : 35 heures et suppressions d'emplois

Il y a 60 ans, le Pacte germano-soviétique

10/11 – La classe ouvrière et l'Union soviétique allaient le payer cher
– La bourgeoisie française en profite pour attaquer PCF et classe ouvrière

12 Les militants de Lutte Ouvrière dans votre ville

SAMEDI 21 AOÛT SOYONS NOMBREUX À LA MANIFESTATION POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

À 15 HEURES À PARIS

DU M° COURONNES À L'ÉGLISE SAINT-BERNARD

Aujourd'hui, des dizaines de milliers de sans-papiers sont condamnés à vivre dans la clandestinité parce que leur dossier a été refusé. Près de 3000 étrangers sont emprisonnés pour défaut de papiers. Les camps de détention sont pleins, les expulsions nombreuses.

En 1996-1997, au moment où se produisit l'occupation puis l'évacuation de Saint-Bernard, les leaders de la gauche, y compris ceux du Parti Socialiste, protestaient contre la politique honteuse de la droite.

Mais depuis plus de deux ans qu'ils sont au pouvoir, les Jospin, Chevènement et leurs alliés au gouvernement mènent la même politique injuste et inhumaine vis-à-vis des sans-papiers. Non seulement près de 70000 dossiers ont été refusés, mais même ceux qui ont obtenu, il y a un an, des papiers provisoires doivent recommencer des démarches, au risque de voir leur dossier refusé.

Tout cela est inacceptable. C'est pourquoi il est important que, malgré l'été, nous soyons nombreux à répondre à l'appel des organisations de sans-papiers qui mettent en avant :

– La régularisation de tous les sans-papiers ;

– L'arrêt des expulsions et le retour des expulsés ;

– La fermeture des centres de rétention des étrangers ;

– La libération immédiate de Romain Binazon et sa régularisation ainsi que la libération de tous les étrangers emprisonnés pour défaut de papiers ;

– L'abrogation de toutes les lois anti-immigrés et l'abolition de la double peine.

L'égalité des salaires hommes-femmes toujours en peine

Des enquêtes, des études sont périodiquement publiées, concernant les rapports entre salaires masculins et salaires féminins, pour arriver au même constat : l'inégalité demeure. Le ministère du Travail vient de publier une nouvelle étude qui ne déroge pas à la règle.

Le 8 mars dernier, à l'occasion de la journée internationale des femmes, le gouvernement Jospin se voyait remettre un rapport démontrant, chiffres à l'appui, que les «*femmes sont le moteur de la croissance et de l'emploi*». Et pourtant, dans la réalité, en matière de salaires comme dans les autres domaines de la vie sociale (nature des emplois, congés, responsabilités…), les patrons ne changent rien à leur pratique, y compris l'Etat patron.

Le dernier rapport constate que 85% des femmes ayant un emploi ont les salaires les plus faibles. Non seulement à diplôme égal, elles sont moins bien payées mais la généralisation du temps partiel leur est davantage défavorable : 40% des femmes à temps partiel souhaiteraient un temps complet ; 32% des femmes sont à temps partiel contre 5% chez les hommes. La généralisation de cette précarité accroît l'inégalité entre hommes et femmes.

Le 2 septembre prochain, une députée PS du Pas-de-Calais doit remettre à Lionel Jospin un nouveau rapport dont on connaît déjà en gros la teneur. Elle y reconnaît que «*l'inégalité entre les sexes demeure criante, les femmes bénéficiant de salaires inférieurs et de carrières ralenties*». Le gouvernement pourra multiplier des déclarations offusquées, augmenter le nombre de femmes ministres au gouvernement, la situation des femmes, en particulier celles de la classe ouvrière, se dégrade.

Anne PYCTA

Irak Les Larmes de crocodile de l'Unicef

Dans un rapport récent, l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) s'inquiète une nouvelle fois de l'augmentation de la mortalité infantile en Irak. Une étude souligne en effet que le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans est deux fois plus élevé qu'il y a dix ans. Dans le sud et le centre du pays, la mortalité des moins de cinq ans est passée de 56 décès pour 1 000 naissances dans les années 1984-89, à 131 entre 1994 et 1999. De la même manière le taux de mortalité des moins de un an a lui aussi doublé, passant de 47 à 108 pour mille. Ces chiffres rejoignent ceux de Haïti (132) et du Pakistan (136), deux pays parmi les plus pauvres de la planète.

L'Irak a donc fait un bond en arrière après la guerre du Golfe. L'embargo total que les Etats-Unis et leurs alliés lui ont fait subir, en est la cause principale. Mais tout en reconnaissant les effets néfastes de l'embargo, la directrice de l'UNICEF, organisme qui fait partie de l'ONU, ne l'oublions pas, prétend «*que les sanctions économiques sont un instrument élaboré par la communauté internationale pour promouvoir la paix et la sécurité*». Une paix qui s'apparente à celle des cimetières.

Les mesures que l'Unicef préconise se limitent à demander au gouvernement irakien de faire des efforts, même s'il est question d'augmenter les fonds versés pour l'aide alimentaire.

Il y a près de dix ans, l'intervention des pays impérialistes tuait vieux, jeunes, enfants. Des centaines de milliards étaient consacrés à cette guerre, sous prétexte de renverser le dictateur Saddam Hussein. La guerre continue au travers de l'embargo. Les enfants irakiens en meurent. Saddam Hussein est toujours vivant et en place !

Claire DESPLANTES

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE ! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

.....

CODE POSTAL et VILLE : .....

.....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

.....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :

– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Guerre des banques, Daewoo, etc.

IL FAUT METTRE UN TERME À LA FOLLE COURSE AUX PROFITS CAPITALISTES

La guerre continue ; mieux, le suspense est maintenu une semaine encore. En effet, la commission qui doit rendre son verdict sur l'issue de la bataille entre la BNP et la Société Générale a décidé d'en différer l'annonce d'une semaine. On pourrait s'amuser de cette querelle de chiffonniers que se livrent des PDG, par ailleurs bien mis dans leurs costumes trois pièces, propres sur eux. Car cette guerre-là, contrairement à d'autres, semble ne pas laisser de victimes sur le terrain. Mais ça n'est qu'une apparence. Car des victimes, il y en a et il y en aura. A commencer par celles et ceux qui vont perdre leur emploi dans les mois et les années qui viennent, et tous ceux, les plus jeunes, qui n'en trouveront pas, du fait de tous les emplois que ces fusions inamicales ou amicales vont supprimer.

On nous dit pourtant que ces opérations se feront pour le bien de tous, ou sinon de tous, du moins pour le bien des Français et de la France. On laisse même entendre que ce serait pour ces raisons que Jospin et Strauss-Kahn pèseraient pour que se réalise un grand pôle bancaire français capable, nous dit-on, de rivaliser avec les grandes banques mondiales. Mais, outre le fait que près de la moitié des capitaux de la BNP, de Paribas et de la Société Générale, qu'elles fassent ménage à deux ou à trois, est constituée de capitaux « étrangers », en quoi cette nouvelle grande banque « française » améliorerait le sort de la population laborieuse ? En rien. Tout simplement parce que ces monstres de la finance ne sont pas au service de la population mais au service des riches, des capitalistes. Ils l'étaient déjà lorsqu'ils étaient en concurrence, et ils le seront encore plus lorsqu'ils se regrouperont. Tout au plus, les opérations financières, les opérations spéculatives, les tractations souterraines et aventureuses – mais c'est la nature même de la spéculation que de l'être –, telles celles qui ont abouti au gouffre du Crédit Lyonnais, se feront à une plus grande échelle, avec les même effets et les mêmes conséquences, plus tragiques encore pour la collectivité.

L'actualité récente nous fournit l'illustration du parasitisme de ce monde où les intérêts de la finance et de l'industrie s'entremêlent, avec la généreuse bénédiction des Etats. On vient d'annoncer que Daewoo, l'un des conglomérats industrialo-financiers coréens, menacé par la faillite, allait revendre une partie des usines qu'il possède dans le monde. Cela concerne entre autres celles qu'il a installées en Lorraine et qui emploient 1 700 salariés. Il y a quelque temps encore on vantait la réussite de ces conglomérats coréens géants qui, à l'image d'autres « réussites » du même ordre dans le Sud-Est asiatique, symbolisaient, selon les propagandistes de l'économie de marché, l'avenir radieux et le bonheur de tous. On a vu depuis ce qu'il en était. Les mêmes nous disent aujourd'hui que ces prétendus faiseurs de miracles n'étaient que de sordides chasseurs de primes. Comme si ceux qui écrivent cela aujourd'hui ne le savaient pas ! Eh oui, les usines que Daewoo possède de par le monde, y compris en Lorraine, lui ont été offertes par les gouvernements avec l'argent des contribuables. Rappelons-nous, il y a trois ans, Juppé, le Premier ministre de l'époque, s'apprêtait à céder la branche multimédia du groupe Thomson à Daewoo, en prétendant qu'elle ne valait pas plus que le franc symbolique proposé. Pour construire les usines de Lorraine que Daewoo s'apprête à revendre aujourd'hui, quitte à mettre à la rue les 1 700 salariés qui y sont exploités, le trust a bénéficié de détaxes ou de subventions, à hauteur au bas mot de 213 millions de francs, sans compter sans doute des prêts bancaires et autres cadeaux qu'on ne connaît pas. Car tout cela se fait dans le plus grand secret, à l'abri des regards de la population, mais avec son argent.

Non, cette guerre, que se livrent les financiers de haut vol, les capitalistes, n'est pas une guerre d'opérette, qui ne ferait pas de victimes. Elle se fait sur le dos de la population, et nullement pour améliorer son sort. Elle contribue à faire de l'économie une vraie poudrière qui, à chaque instant, risque d'exploser en crises qui laisseront des millions d'hommes et de femmes sur le carreau, comme c'est déjà le cas dans les pays du Sud-Est asiatique, ou en Amérique latine.

Les protagonistes de ces opérations financières, de ces fusions, prétendent agir pour une plus grande rationalisation de l'économie. Mais c'est tout le contraire. A l'évidence, ils poussent l'aberration de ce système au paroxysme, pour leur seul profit.

Il n'en est que plus urgent que la population impose le contrôle populaire sur les irresponsables qui gèrent cette économie, et mette enfin pour de bon cette économie au service de la collectivité.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

LE BONHEUR ALIMENTAIRE

Il y a eu le scandale des vaches qu'on a rendues folles en leur faisant ingurgiter de la vache en poudre, celui des poulets belges parfumés à la dioxine et du coca à l'huile de vidange. Voici désormais celui de nos bons vieux cochons, poulets et poissons bien de chez nous, nourris aux boues des stations d'épurations et fosses septiques et autres eaux de lavage de camions et de locaux ; nos bijoux de la gastronomie nationale gavés d'excréments humains et pas qu'humains. Eaux usées de toutes origines, unissez-vous : vous ferez bon usage, du producteur humain au consommateur humain. Qui disait que l'économie de marché ne savait que faire de ses déchets ? Un rêve écologique, en somme, ce recyclage accéléré de la m…

Jadis, on se contentait de recycler les eaux d'épandage et le fumier sur les champs de légumes et de céréales. Mais on n'arrête pas le progrès. Le fin du fin désormais, mieux encore que les engrais chimiques, c'est directement le bétail nourri au tout à l'égout. Cela va plus vite, et ça rapporte beaucoup plus aux industriels de la spécialité.

Une nouveauté, une bavure, cette pratique « alimentaire » ? Point du tout. Certes, tout le monde crie au scandale après que le *Canard Enchaîné* a révélé ces pratiques au mois de juin, et surtout qu'un reportage télévisé a été diffusé jeudi dernier en Allemagne sur l'alimentation des porcs et volailles françaises vendues outre-Rhin. C'est qu'une grande chaîne de distribution allemande a retiré de la vente certaine de ces volailles françaises dont on découvre qu'elles ne sentent pas la rose (quoique, pour les poulets industriels, on se disait bien…). Du coup, la Commission Européenne demande au gouvernement français de s'expliquer. Alors, ici, on s'indigne, on s'affole, on parle « d'horreur alimentaire », on réclame des mesures, des contrôles. Fort bien. Mais un peu tard tout de même. Car cela fait belle lurette que tout un pan de l'agro-industrie s'est fait une spécialité dans ce recyclage miracle des eaux usées !

De petits escrocs irresponsables, des marginaux, ces recycleurs de fosses septiques ? Jugez-en : cinq usines françaises sont particulièrement visées dont, à Concarneau, celle de la Saria. Laquelle Saria, par exemple, fait partie du premier groupe agro-industriel européen, compte 44 sites en France et assure, excusez du peu, 45 % de l'équarrissage national (informations données par le *Journal du Dimanche*). Des fraudeurs ? Mais pas du tout. Le flou des pratiques de la Saria profitait de la tolérance des autorités. Il a fallu attendre le 5 août dernier pour qu'un arrêté préfectoral établisse de nouvelles consignes de sécurité ! Avant, tout baignait, si l'on ose dire.

En principe il est interdit depuis deux ans de nourrir les veaux et les vaches de farines animales issues de l'équarrissage de leurs congénères. Mais les porcs, les volailles et les poissons d'élevage, eux, y ont toujours droit, et comment ! Et comme les farines en question sont dopées à tout ce qui traîne dans les eaux usées, et que c'est de cela que nous faisons notre ordinaire, on se demande bien pourquoi on a fait un tel foin du dopage au sein du tour de France.

Nous vivons vraiment un époque formidable.

La course à la productivité des grands de l'agro-industrie fait merveille. Elles nous assure l'abondance alimentaire à partir de nos seuls excréments. C'est tout de même quelque chose, l'économie de marché ! Logique, puisque le capitalisme est capable de faire du profit avec tout et rien, y compris la m…

L'horreur capitaliste peut prendre bien des formes, mais elle est bien toujours la même.

Editorial des bulletins d'entreprise *L'Etincelle* du 16 août 1999.

Le numéro 4 de juillet-août de Convergences Révolutionnaires, revue éditée par la tendance Révolution ! de la LCR et la fraction L'Etincelle de LO, est paru. Au sommaire : « *Après les élections, quelle politique pour l'alliance LO-LCR ?* » ; un dossier sur le travail précaire ; des articles sur la seconde loi Aubry, les prétendues 35 heures à la SNCF, le bilan dramatique de la guerre en ex-Yougoslavie.
Prix du numéro, 10 F. Abonnement – 6 numéros : 60 F.
Abonnement de soutien : 100 F. Transmettre en écrivant au journal.

Leur société

L'ARNAQUE À LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL CONTINUE

Martine Aubry vient de valider 22 nouveaux accords de branche sur les 35 heures, en particulier dans les banques, la chimie et les télécommunications. Ces accords s'imposeront donc dans les entreprises de ces secteurs, lors de leur passage aux 35 heures.

Pas plus qu'ailleurs, des créations d'emplois ne sont prévues à cette occasion. Des réductions d'effectifs sont au contraire déjà programmées dans la plupart des sociétés concernées. Les accords en question permettent aux patrons de récupérer une grande partie les effets de la réduction du temps de travail. Aussi par exemple, dans les banques, la réduction du temps de travail correspond à des jours de congés supplémentaires dont une partie existaient déjà. La majoration du contingent d'heures supplémentaires permet aux entreprises d'accroître la flexibilité des horaires de travail. L'accord de la chimie, autre exemple, élargit les possibilités de modulations d'horaires en permettant la mise en place de l'annualisation.

Mais la seule chose qui importe à Aubry, c'est de pouvoir se féliciter du fait que 6 millions de salariés du privé soient désormais couverts par un accord de branche sur les 35 heures, avant même le vote prévu pour cet automne de la seconde loi. Elle pourra se prévaloir ainsi, pour justifier cette seconde loi qu'elle concocte, de ce qui aura été « négocié » dans les entreprises, afin de généraliser toutes les formes d'arnaque qui ont vu le jour avec son aval dans les accords déjà signés. Pour l'occasion, Martine Aubry n'a même pas hésité à passer par-dessus l'avis d'organisations syndicales majoritaires, montrant au passage que le « syndicalisme de proposition » n'est pas sa tasse de thé lorsque cela l'arrange. L'accord des banques avait été signé par la seule CGC, la CGT, la CFDT, FO et la CFTC refusant leur signature. Et dans la chimie, seule la CFDT avait signé, alors que la CGT, FO, la CFTC et la CGC repoussaient l'accord.

Mais tous ces accords ne sont, après tout, que du papier et ils ne devront pas empêcher les travailleurs de se battre pour une réelle diminution des horaires de travail, sans aggravation de leurs conditions d'exploitation et sans diminution de leurs salaires.

Daniel MESCLA

CHICHE !

Maxime Gremetz, le député communiste de la Somme, a écrit à Martine Aubry pour lui demander l'annulation des arrêtés étendant ces 22 accords sur la réduction du temps de travail. « *Ils sont,* écrit-il, *en totale contradiction avec la philosophie de la première loi, qui encourage les négociations entreprise par entreprise, mais également de la seconde loi* ». Sur ce qu'est la philosophie de la loi, on peut supposer que Martine Aubry qui en est l'auteur peut prétendre en savoir plus long que Maxime Gremetz. Le PCF a commencé par approuver cette loi. Puis il a dit que, puisque les patrons la tournaient, il en fallait une seconde plus contraignante. Aujourd'hui, en étendant ces accords, Martine Aubry montre une fois de plus qu'elle se soucie comme d'une guigne de ce que peut penser le PCF en la matière. Alors, si celui-ci veut en quoi que ce soit influencer la politique du gouvernement, la moindre des choses serait d'annoncer qu'il votera contre cette seconde loi qui, Martine Aubry l'a déjà dit, sera basée sur les accords déjà signés, ceux entre autres que condamne aujourd'hui Maxime Gremetz.

D. M.

LA GUERRE DES BANQUES

DALLAS-SUR-SEINE

En mars dernier, les noces entre la Société Générale et Paribas furent interrompues par le raid de la BNP sur les deux partenaires. Ce n'était que le début d'un feuilleton. Cinq mois plus tard, tout ou presque semble au point pour que la BNP puisse croquer deux bons tiers de Paribas et un bon tiers de la Société Générale.

Est-ce suffisant pour n'en faire qu'une bouchée et contrôler l'ensemble de ces deux banques ? Michel Pébereau, dirigeant de la BNP, l'affirme car aucun autre actionnaire ne possède plus de 10 % du capital des deux banques convoitées. Il n'empêche, la bataille de chiffonniers qui vient de se livrer entre gens du même monde peut toujours repartir de plus belle, même si, à la télévision, Pébereau a demandé à son homologue de la Société Générale – Daniel, un ami qu'il tutoie – de discuter tranquillement avec lui…

Les banquiers, tout comme les rois du pétrole ou de l'aluminium, réalisent des bénéfices tellement énormes qu'ils ne savent qu'en faire, si ce n'est acheter le capital d'un concurrent. Au passage, ils n'ont pas hésité à se payer des pleines pages de publicité dans les journaux, destinées à convaincre les actionnaires d'apporter leurs billes dans un camp plutôt que dans un autre. Pour les banques, c'était seulement se délester d'un peu d'argent de poche, qui a quand même atteint paraît-il la bagatelle de 165 millions de francs au total. Mais c est de 21 milliards de francs que la BNP a fait monter les enchères afin d'essayer d'obtenir le contrôle de Paribas et de la Société Générale.

En revanche, pour créer des emplois, les fonds sont introuvables. Des diminutions d'effectifs dans le secteur des banques constituent même l'un des buts non avoués des différentes tentatives de fusion, pour assurer aux actionnaires une rentabilité encore plus élevée. C'est ce qu'ils appellent rationaliser, et qui n'a pourtant rien à voir avec une organisation plus cohérente de l'économie.

Car ce qui intéresse le monde de la finance, ce sont les opérations spéculatives. Ainsi, à propos de la façon dont la BNP s'est emparée de Paribas, le quotidien financier *La Tribune*, cite une tactique qui «*a consisté à emprunter des titres BNP pour les vendre en pariant sur une baisse des cours et à investir le produit de cette vente en actions Paribas afin de les apporter à l'offre de la BNP*» ! Un tel brouillamini ne vise qu'à faire de l'argent sans créer la moindre valeur utile à la collectivité. Bien au contraire, cela joue contre elle.

Pourtant, l'argent et la puissance des banques qui contrôlent chacune des pans entiers de l'économie pourraient être rassemblés en une organisation unique afin de gérer au mieux l'économie, en allégeant la peine des hommes et en leur donnant la possibilité de bénéficier à bon marché des meilleurs produits. Ce n'est évidemment pas le chemin actuel. Mais quand des capitalistes sont conduits, tout en se crêpant le chignon, tout en spéculant, à fusionner de plus en plus leurs banques, ils démontrent à leur façon la nécessité d'une organisation de l'économie qui ne soit plus fondée sur la concurrence, où la richesse de la société ne soit plus disputée entre une poignée d'individus, mais serve à produire pour le bien-être de tous.

Jean SANDAY

Le marché en marche fait jubiler Strauss-Kahn

La bagarre entre la BNP et la Société Générale commençait à faire franchement désordre. Et même, selon l'aveu du directeur de la Banque de France rapporté dans la presse, c'était carrément le bordel. Alors, le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Cecei), dont l'intervention est prévue par la loi quand il y a prise de contrôle d'une banque, est invité à jouer les arbitres.

Ce qui est attendu des hauts fonctionnaires regroupés dans un comité, ce n'est pas qu'ils interviennent à l'encontre des lois du marché, de la spéculation, mais seulement qu'ils limitent les dégâts provoqués par les bagarres internes au monde de la finance. Car Strauss-Kahn, le ministre (socialiste) des Finances, a laissé entendre dans la presse que l'opération jouissait de sa neutralité bienveillante, tout heureux si les prédateurs français pouvaient jouer dans la cour des grands…

Pourtant, résultant de la fusion, la grande banque, avec ses ramifications dans de très nombreux secteurs de l'économie, pourrait utiliser ses profits disponibles à créer des emplois, pour développer de façon cohérente des productions et des services utiles à la population. Eh bien non, rien de tout cela n'est à l'ordre du jour. Mais quand le gouvernement de la gauche plurielle intervient, c'est pour veiller à ce que l'opération de fusion puisse aboutir à la satisfaction des actionnaires, pour permettre au capitalisme de continuer à faire régner son ordre complètement injuste et irrationnel, à plus grande échelle.

J.S.

FUSION DANS L'ALUMINIUM… POUR PROFITS LOURDS

Comme les autres secteurs de l'économie, celui de l'Aluminium connaît une vague de fusions des principaux groupes. Péchiney, groupe d'origine française, Alcan, groupe canadien, et Algroup, groupe suisse, ont ainsi décidé de fusionner pour devenir le N° 1 mondial, avec 159 usines et 91 000 salariés. L'objectif principal de cette fusion est d'augmenter la rentabilité, donc surtout les bénéfices des gros actionnaires. Le nouveau groupe va s'appeler APA.

Mais son concurrent direct le groupe américain Alcoa, jusque-là N° 1 mondial, a décidé de contre-attaquer en faisant une offre publique d'achat sur l'autre groupe américain, Reynolds, N° 5 mondial. Tout ce rififi est largement commentée par la presse dans le style «*règlements de comptes à OK Corral*». Les travailleurs de Péchiney, comme ceux des autres groupes, ont appris cette fusion par la presse. Et depuis, c'est surtout l'inquiétude qui règne parmi le personnel.

La direction générale a envoyé à chacun d'entre nous une brochure pour s'expliquer sur cette fusion. Les trois PDG déclarent: «*La mise en commun… permettra au personnel ainsi rassemblé d'appartenir à une entreprise mondiale plus dynamique et de bénéficier de nouvelles perspectives de développement et de progrès*». Quant aux actionnaires, les dirigeants «*veulent (les) faire bénéficier rapidement de la valeur ainsi créée*» et ils promettent de faire de cette fusion «*une opportunité particulièrement attrayante pour les investisseurs*». Tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes.

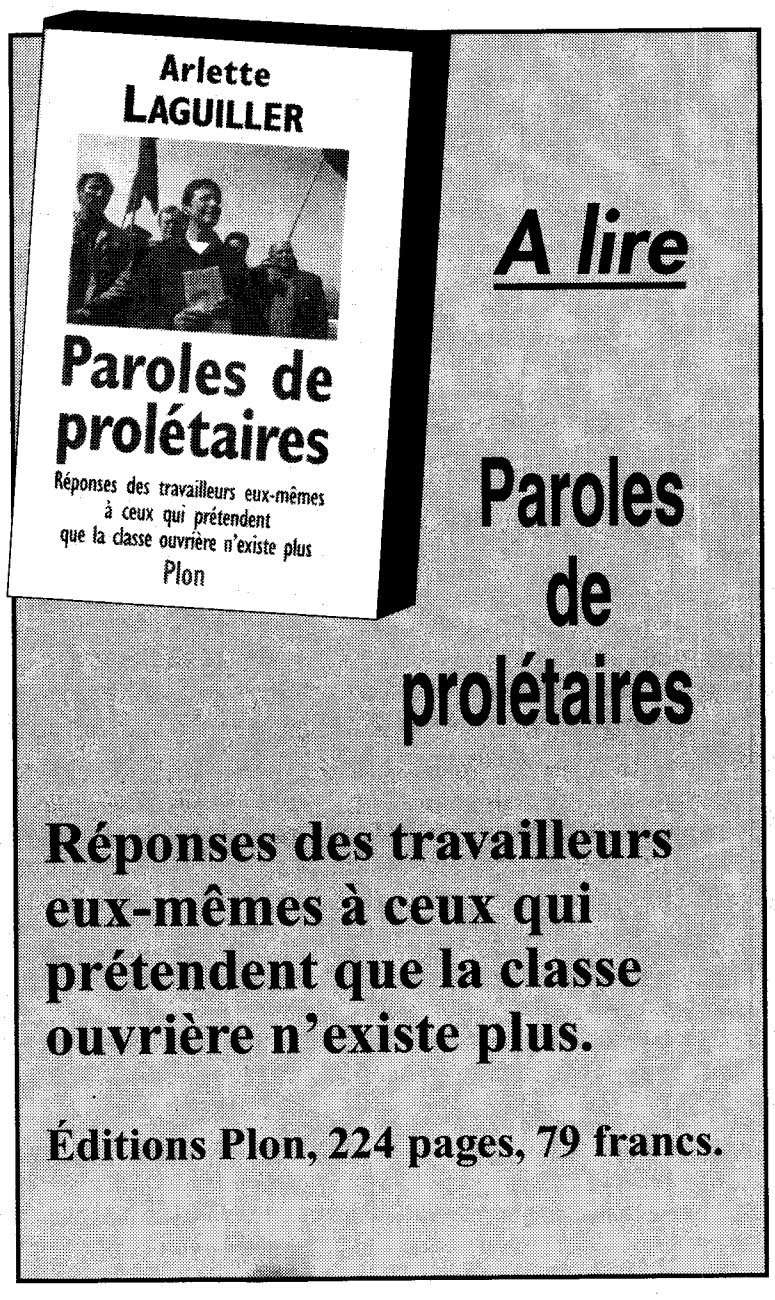
Mais si les PDG cherchent à rassurer le personnel, ils annoncent immédiatement qu'il y aurait en deux ans environ 5 % de suppressions d'emplois sur l'effectif mondial, soit entre 4 500 et 5 000 emplois. Des fermetures d'usines sont également prévues.

Le groupe Péchiney avait déjà entamé, depuis deux ans, un plan de restructuration avec 5 300 suppressions d'emplois dans le monde, dont 2 700 en France. Avec un vaste plan de réduction des coûts, le PDG Rodier a réalisé un désendettement du groupe et plus de 2 milliards de francs de bénéfices. Dans toutes les usines, les effectifs diminuent, les conditions de travail se dégradent, les accidents sont plus nombreux et les salaires sont bloqués. Les acquis sociaux sont remis en cause et on pratique le chantage à la fermeture de sites pyrénéens comme à Lannemezan, Sabart et Auzat, afin de faire accepter des plans de licenciements. A Saint-Jean-de-Maurienne, dans les Alpes, la direction a imposé la loi de Robien avec remise en cause d'avantages acquis, et cela, malgré l'hostilité de la majorité du personnel qui a fait grève quinze jours contre l'application de cette loi.

A Aluminium Dunkerque, la direction veut réaliser un plan de 40 % d'économies, dont 25 % sur la masse salariale. Dans les ateliers et les bureaux, elle réduit les postes de travail alors que la production a augmenté. Les conditions de travail se dégradent, l'insécurité est encore plus importante… et la production sort tant bien que mal. Le ras-le-bol est de plus en plus grand parmi les opérateurs.

Cette fusion Alcan-Péchiney-Algroup n'annonce rien de bon pour les travailleurs et il y a fort à craindre que les PDG vont encore en mettre un coup pour nous imposer des sacrifices supplémentaires, au nom des 15 ou 20 % de rentabilité sur capitaux engagés… A moins que les 91 000 salariés d'APA s'unissent pour faire rentrer dans la gorge des magnats de l'aluminium leurs projets antiouvriers.

Correspondant LO



Ex-URSS

DAGHESTAN

LA LOI DES BANDES ARMÉES

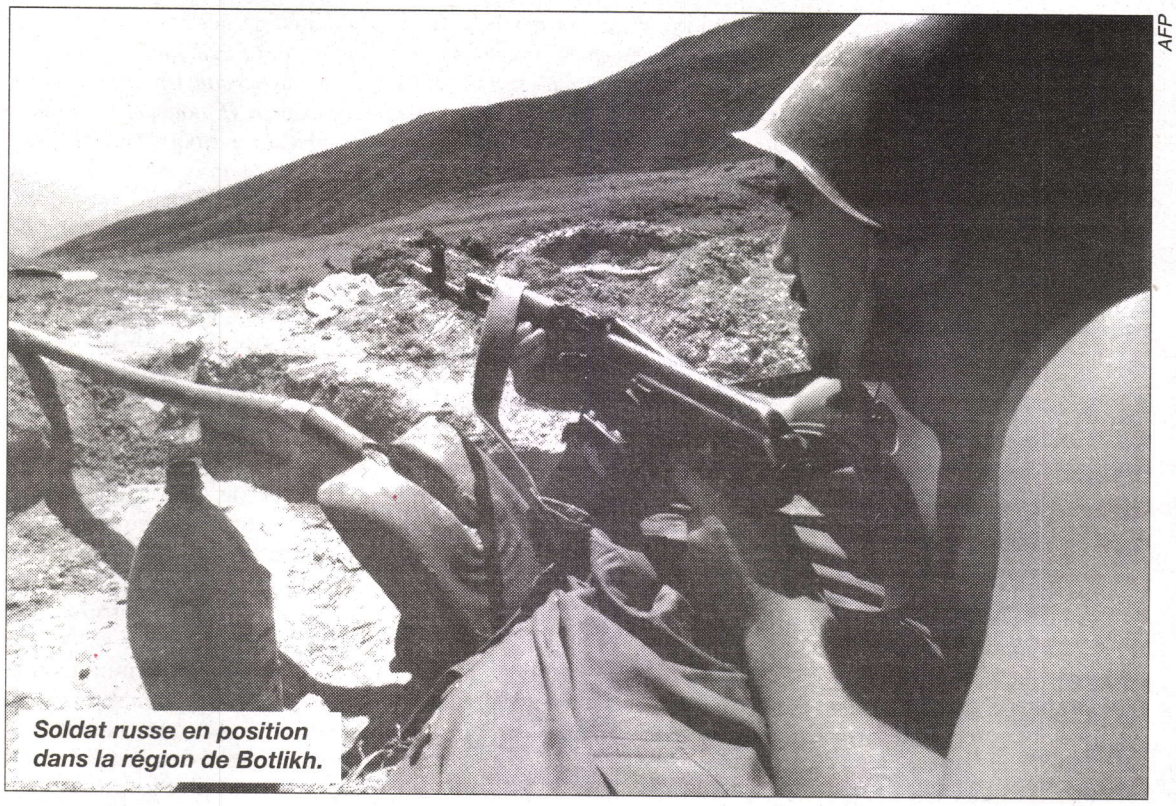
Au bord de la mer Caspienne, aux confins du Caucase, le Daghestan, petit pays de 50 000 km² et 2,3 millions d'habitants, frontalier de la Tchétchénie, est devenu le siège d'affrontements militaires sanglants entre les hommes du chef de guerre islamiste tchétchène Chamil Bassaïev, déclarant son intention de libérer le pays du contrôle de Moscou, et les troupes russes. Depuis le 7 août, les combats dans le nord-ouest du pays auraient déjà fait des centaines de morts, tandis que des milliers de civils fuient vers le sud-est.

Une fois de plus, la loi des bandes armées sévit dans une république de l'ex-URSS. Comme pour bien d'autres régions, l'effondrement de l'URSS a entraîné un appauvrissement dramatique de la population du Daghestan, dont 56 % des jeunes seraient au chômage (avant 1989, les industries de la pêche étaient florissantes et les industries d'armement faisaient vivre environ 40 000 personnes). Sur la base de cette situation économique complètement dégradée, Bassaïev, qui fut de 1994 à 1996 un chef de la guerre en Tchétchénie contre le gouvernement russe, a levé une petite armée de combattants contre les autorités de la lointaine Moscou, sous le drapeau de l'islamisme. Les combats se sont engagés dans la région montagneuse, frontalière avec la Tchétchénie.

La seule réponse de Moscou a été une nouvelle fois l'envoi de forces armées. 17 000 militaires et policiers russes, parachutistes et commandos, des dizaines de blindés ont été acheminés vers les zones occupées par les islamistes. Des bombardements ont lieu. Le blocage de la frontière avec la Tchétchénie a été décidé en même temps que des menaces de bombarder la république indépendante de Tchétchénie, accusée de servir de base arrière aux combattants islamistes, ont été proférées. Aux revendications de ceux qu'elles qualifient de « rebelles », les autorités moscovites, Boris Eltsine et son nouveau Premier ministre Poutine, n'opposent que la répression, à coups d'avions de chasse et d'artillerie, s'engageant dans une guerre meurtrière et peut-être destinée à s'éterniser dans cette région de montagnes. Ce recours à la violence, cette politique brutale, autoritaire, restent les seuls moyens que connaisse Moscou pour tenter de maintenir son autorité dans cette région du Caucase, mosaïque de peuples, de cultures, de religions. Le Daghestan est un pays de confession en majorité musulmane, mais il est aussi composé d'une soixantaine de nationalités différentes, avec une trentaine de langues différentes. Et pour que les populations cohabitent sans heurts dans cette diversité extraordinaire et inextricable, la plus grande liberté d'expression, culturelle, économique, politique serait absolument indispensable. Une telle liberté n'a pour ainsi dire existé que fort peu de temps pour les peuples de ces régions qui ont été conquises jadis par le tsarisme et qui ont subi, quelques années après sa chute, la férule du stalinisme et de la bureaucratie. Mais avec l'effondrement de l'URSS et sa décomposition qui n'en finit pas, les chefs de bandes se sentent les mains libres, comme ce Bassaïev, chef de guerre ambitieux, prêt à attiser et à s'appuyer sur tous les antagonismes ethniques ou religieux latents, quand ils ne les suscitent pas purement et simplement, afin de servir leurs intérêts du moment. Aujourd'hui, Bassaïev déclare que son but est un « *Daghestan libre et indépendant* » et réclame pour cela le « *départ des troupes russes* ». Mais il ajoute que le Daghestan ainsi libre et indépendant doit également être un « *Etat islamique du Daghestan* », et l'on sait ce que cela peut signifier d'absence de liberté, en particulier pour les femmes, et de véritable dictature pour toute la population. Et puis, le Daghestan est certes un petit pays, mais il est également un pays traversé par le pipeline pétrolier qui joint la capitale de la Tchétchénie, Grozny, à Bakou. C'est dire que le contrôle du circuit pétrolier dans cette région n'est certainement pas étranger au conflit actuel.

Mais face aux bandes armées réactionnaires de Bassaïev et de son bras droit, l'islamiste intégriste Khattab, le gouvernement en place à Moscou mène une politique tout aussi réactionnaire, se déclarant décidé à « rétablir l'ordre » à tout prix, c'est-à-dire à mener une politique de répression et de guerre, qui ne peut signifier que mort et misère accrue pour les peuples de la région.

Lucienne PLAIN



AFP

Soldat russe en position dans la région de Botlikh.

USA

UNE FUSILLADE RACISTE

Buford O. Furrow s'est finalement constitué prisonnier. Cet homme, il y a une semaine, était entré dans la garderie d'un centre communautaire juif et avait tiré plusieurs rafales de fusil-mitrailleur sur de jeunes enfants, blessant gravement cinq personnes, dont deux enfants. Lors de sa fuite, il avait tué un employé philippin des postes.

Ce meurtrier était en liberté surveillée à la suite d'une agression au couteau : il avait blessé un employé du centre psychiatrique où il était soigné pour troubles mentaux. Qu'un individu déséquilibré, faciné par les armes à feu, ait pu se procurer un fusil-mitrailleur, des grenades et tout un stock de munitions a relancé aux États-Unis le débat sur la liberté de porter des armes et de former des milices. Un débat qui rebondit après chaque nouvelle tuerie et dont, jusqu'à présent, est toujours sorti victorieux le puissant lobby des armuriers.

Buford O. Furrow était aussi membre d'organisations d'extrême droite : les Aryan Nations et l'Église de Jésus-Christ chrétien qui présente les Juifs comme « *la semence de Satan* ».

Le quatre juillet dernier, un membre de l'Église mondiale du créateur avait tué un Noir et un Asiatique. Les États-Unis n'ont pas le triste privilège de ces actes barbares : en Europe, des immigrés ont été assassinés ces dernières années, jetés dans la Seine ou brûlés vifs dans leurs foyers.

Ces tueries racistes aux USA restent des actes très marginaux. Ce dernier meurtre a été commis par un déséquilibré. Il s'inscrit néanmoins dans tout ce même courant d'idées profondément réactionnaires qui ont conduit à l'interdiction d'enseigner la théorie évolutionniste de Darwin au Kansas, qui encouragent le meurtre des médecins pratiquant l'avortement, qui conduisent à la multiplication des exécutions des condamnés à mort à l'approche de l'élection présidentielle. Un fatras d'idées conservatrices dont s'accommodent ou que flattent tous les politiciens.

Igor BLOT

Mali-Mauritanie

Des conflits créés par l'insécurité, qui risquent de se transformer en conflits ethniques

Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'éditorial du mensuel de l'Union Aficaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, *Le Pouvoir aux Travailleurs*, du 8 juillet 1999, à propos des récents affrontements entre Mauritaniens et Maliens ayant fait treize morts.

Dans le journal *Le Monde* du 2 juillet, on apprend que de violents affrontements entre Mauritaniens et Maliens ont fait treize morts. [...] Les villageois de Missira, au Mali, ont paraît-il refusé aux éleveurs mauritaniens l'autorisation de faire boire leur bétail. C'est cela qui aurait déclenché ce conflit violent entre les habitants de ces deux villages [...]. Apparemment les autorités des deux pays ne font aucun commentaire sur ces faits.

Si, pour ces derniers événements, il est difficile de savoir les faits exacts, on peut dire que depuis plusieurs mois des conflits éclatent entre les éleveurs peuhls et des cultivateurs soninkés tout le long du fleuve Sénégal [...]. Ceci est aggravé par un développement du banditisme dans ces régions. Des voyageurs allant dans les villages le long du fleuve Sénégal, au Mali comme au Sénégal, se font attaquer. Non seulement les victimes ont été dépouillées de leurs biens, mais cela arrive souvent qu'il y ait des morts [...].

Il faut rappeler que, dans les trois pays situés le long du fleuve Sénégal, les Peuhls sont spécialisés dans l'élevage alors que les Soninkés sont plutôt des agriculteurs. Des petits conflits entre éleveurs et agriculteurs, il y en a eu depuis toujours. Lorsque dans leur transhumance les éleveurs viennent faire paître leur bétail, il arrive que des bêtes fassent des dégâts dans les champs cultivés. Bien souvent cela se terminait à l'amiable et par des dédommagements. Mais depuis le conflit entre la Mauritanie et le Sénégal, en 1989, les choses prennent une autre allure. Ce sont des dizaines de milliers d'éleveurs mauritaniens qui sont partis vers l'autre rive, au Mali et au Sénégal, parce qu'ils sont chassés par les autorités mauritaniennes. Si certains sont partis avec leur bétail, d'autres se sont constitués en bandes armées pour aller chercher ce qu'ils ont laissé en Mauritanie dans leur fuite précipitée. Et à l'époque, parmi ces bandes armées, quelques-unes s'attaquaient aux villageois et aux voyageurs. A ce moment-là, les gouvernements malien et sénégalais ne faisaient rien d'autre que des déclarations rassurantes.

Mais depuis quelques années la situation économique se dégrade dans tous les pays de ce coin d'Afrique. Le chômage augmente non seulement dans les villes mais aussi dans les campagnes. Certaines personnes n'hésitent pas à s'attaquer aux petites gens pour voler leurs biens. Cela n'est pas un phénomène nouveau en Afrique. Au Cameroun et au Nigeria il y a des coupeurs de route. Il font exactement comme au Mali et au Sénégal. Ils s'attaquent aux taxis-brousse pour rançonner les voyageurs. Dans la plupart des grandes capitales des pays d'Afrique, dans les quartiers pauvres, les bidonvilles, des voleurs s'attaquent aux travailleurs qui rentrent tard la nuit chez eux. Il y a souvent des blessés et même des morts pour pas grand-chose. Il y a même des bandes armées qui s'attaquent aux travailleurs le jour où ils touchent leur paye [...].

Mais le problème c'est que, au Mali et au Sénégal, ce phénomène prend une autre allure. Après les événements de 1989, aux petits conflits entre éleveurs et agriculteurs s'ajoutent les actions des bandes armées qui s'attaquent aux voyageurs. Surtout à ceux qui viennent de France ou d'ailleurs avec de l'argent et des valises pleines de cadeaux pour la famille. Alors les villageois assimilent les auteurs de ces actes de banditisme aux éleveurs peuhls avec qui ils sont souvent en conflit. Du coup, dans un certain nombre de villages soninkés, on commence non seulement à soupçonner tous les Peuhls mais à les chasser du village. Devant la gravité de la situation, des villageois ont même paraît-il demandé audience à la présidence, en envoyant une délégation, pour que le gouvernement puisse assurer la sécurité des voyageurs et des villageois. Évidemment, les autorités n'ont pris aucune mesure. Et, faute d'être écoutés, les habitants de ces villages ont commencé à constituer des sortes de milices d'autodéfense. Ils se sont débrouillés pour acheter des armes et contrôler toutes les allées et venues dans leurs coins. Il semble que ce genre de situation de milice d'autodéfense commence à se répandre dans d'autres villages, le long des régions du fleuve au Sénégal et au Mali. Une réaction anti-Peuhls commence donc à naître dans l'esprit des populations soninkés de ces régions. Du coup on peut dire que, de chaque côté des deux communautés, on craint une escalade de violence qui risque de se transformer en conflit ethnique armé.

Pour l'instant, aucune des autorités de ces trois pays ne semble réagir pour trouver des solutions à une situation qui risque de s'aggraver. Faut-il croire qu'une opposition entre populations peuhl et soninké les arrange ? Évidemment, dans ce cas-là, c'est la politique de « diviser pour régner ». Cela leur permet de détourner l'attention des gens de leur responsabilité [...].

Kansas

LES BIGOTS NE VEULENT PAS DESCENDRE DES SINGES...

Le 11 août, le conseil de l'éducation du Kansas a décidé de supprimer toute référence à la théorie darwinienne sur l'évolution des espèces dans les programmes des écoles publiques. C'est le résultat de près d'un an de discussions acharnées. Malgré l'intervention de plusieurs présidents d'université, la présidente du conseil de l'éducation n'en a pas démordu, affirmant que la théorie de l'évolution des espèces n'a pas été démontrée.

Ainsi donc les enfants du Kansas arriveront à l'université sans avoir entendu parler d'évolution des espèces, ni même de sciences réelles, puisque la géologie, l'astronomie et même la physique sont remises en cause par ces crétins qui affirment encore qu'en fait le monde a été créé par leur bon dieu en sept jours (en six, puisqu'il s'est, nous disent-ils, reposé le septième). Ces bigots n'en sont pas à leur coup d'essai. Déjà, dans bien des écoles américaines, la Bible est enseignée au même titre que la théorie de l'évolution et les associations défendant l'obscurantisme multiplient les pressions et mêmes les intimidations sur les enseignants.

Non contents d'en rester avec des superstitions moyenâgeuses, ils veulent imposer leur obscurantisme à tous. Ils ne veulent pas descendre des singes, mais ces individus font injure à nos cousins simiesques.

Sophie CHAUVIER

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE nº 44

(juillet-août 1999)

Les élections européennes en France :
- Pour la première fois dans ce pays, des députés d'extrême gauche au Parlement européen
- Division et recul à droite, maintien de la « gauche plurielle », le PCF toujours au plus bas sur le plan électoral
- La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs, des jeunes
- Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire : continuer dans l'unité !

Tribune de la minorité
- Les élections sont passées, mais la campagne politique de LO-LCR doit continuer

La liste LO-LCR dans les élections européennes
- Documents
- Résultats

Ex-Yougoslavie
- Bilan sanglant et provisoire d'une guerre inachevée

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

LA MANIFESTATION DU FLN LE 17 OCTOBRE 1961 À PARIS

LES ARCHIVES PRUDEMMENT ENTROUVERTES

Chargé d'étudier les archives judiciaires relatives à la répression de la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris, Jean Geromini, avocat général à la Cour de cassation, a remis son rapport au gouvernement de Lionel Jospin. Principales conclusions : à l'époque, le gouvernement de De Gaulle, les ministres de la Justice, de l'Intérieur ainsi que le Premier ministre, Michel Debré, étaient parfaitement au courant des crimes commis par les policiers qui furent alors officiellement couverts.

Pourtant, pendant trente-cinq ans, la version officielle de la préfecture de police de Paris et des gouvernements successifs n'a fait état que de trois morts. Aujourd'hui, on évalue officiellement à quarante-huit le nombre d'Algériens noyés dans la Seine. Un nombre d'évidence bien loin de la vérité, si l'on en croit l'historien Jean-Luc Einaudi dans son livre *La bataille de Paris*, qui chiffre les victimes de la répression à plus de deux cents. Le quotidien *Le Monde* se félicite de l'initiative de Lionel Jospin qui a voulu cette enquête qu'il trouve «*salutaire*» et approuve «*sa volonté de faire la lumière sur les crimes commis pendant la guerre d'Algérie*». Certes, le Premier ministre «*a demandé aux ministres responsables de la gestion de ces archives d'accorder largement des dérogations individuelles permettant aux personnes qui effectuent des recherches d'y accéder*».

Mais cette enquête reste bien limitée et l'ouverture des archives bien partielle (elle ne concerne pas les archives des hôpitaux de Paris), bien tardive aussi (nombre de protagonistes sont morts depuis longtemps), est surtout bien hypocrite. Car les archives actuelles ont été expurgées de nombre de documents compromettants (comme le fameux rapport du préfet de police adressé au gouvernement et à la présidence de la République après la manifestation et qui n'a jamais été retrouvé). Elles ont été en partie détruites, comme celles de la brigade fluviale chargée de repêcher les corps des manifestants. Une enquête effectuée sous l'égide du ministère de l'Intérieur relative aux mêmes événements avait conclu, en 1997, que des fonds entiers avaient disparu de la préfecture de police (fichiers du centre d'identification des Algériens, arrêtés d'assignation à résidence ou à éloignement, etc.).

Le nouveau rapport publié aujourd'hui sur la manifestation d'octobre 1961 permettra d'apporter de nouvelles confirmations de la violence d'une répression qui avait l'aval du gouvernement de l'époque. Mais il aura fallu le bruit autour du procès intenté (et perdu) par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi pour diffamation pour que le gouvernement Jospin se décide, enfin, à lever un coin de voile sur une infime partie des nombreux crimes de l'Etat français, alors que cela fait plus de dix-huit ans, avec quelques éclipses minimes, que les socialistes sont aux affaires, soit à l'Elysée, soit à Matignon et souvent les deux à la fois. On ne peut pas dire qu'ils aient fait dans la précipitation !

René CYRILLE

PENDANT LES VACANCES, LES PÉTROLIERS ET L'ÉTAT NOUS FONT LES POCHES

Depuis le début des vacances d'été, il n'est pas rare de payer le litre de carburant plus de 7 francs. La hausse est de 3 % en moyenne, soit une augmentation du prix de 14 à 20 centimes au litre selon les carburants. Depuis le début de l'année, la hausse a été de plus de 50 centimes en moyenne pour le seul super.

C'est l'augmentation du prix du pétrole brut qui provoquerait ces hausses. Pourquoi ? Bien sûr, il y a la décision des pays producteurs de pétrole, les onze pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), le 23 mars dernier, de réduire leur production pour faire remonter les cours qui étaient en dessous de 14 dollars le baril. Il faut dire que le prix du baril de pétrole était alors très bas. Mais dans tout cela, ce sont avant tout les compagnies pétrolières qui se font des bénéfices exceptionnels. En effet, les marges bénéficiaires énormes de ces compagnies pétrolières devraient leur permettre de ne pas répercuter la hausse sur le prix à la pompe. Mais bien évidemment l'objectif de ces compagnies richissimes est de faire toujours plus de profit, et vraiment toujours plus, car, entre parenthèses, l'essence que nous payons plus cher, en ce moment, n'est pas celle que ces compagnies ont achetée plus cher.

De son côté, l'Etat bénéficie aussi de ces hausses, car si la part de taxes dans le prix de l'essence n'a pas bougé cette fois-ci, elle reste tout de même à 80 % du prix ! Il y aura donc des rentrées plus importantes dans les caisses de l'Etat.

Finalement, et les compagnies pétrolières et l'Etat continuent allégrement à faire les poches aux travailleurs, tout cela bien sûr juste au moment des vacances.

A. R.

DAL MARSEILLE

Un relogement en vue ?

Après 21 jours de protestation et d'occupation de la rue devant leurs locaux murés par la police, les militants du DAL ont cessé leur présence nuit et jour. En effet préfecture, mairie, Conseils régional et général ont proposé un relogement au centre ville dans des locaux de surface équivalente. Cela permettra au DAL de continuer son activité au centre ville.

Il reste à l'administration et aux hommes politiques à tenir leurs promesses. Mais cette occupation a permis de mettre en pleine lumière des problèmes cruciaux de la ville : le nombre considérable de logements vides au centre ville à Marseille (près de 6 000), le nombre important de sans-logis et de mal-logés, et la volonté de la mairie de « réhabiliter » le centre ville, non pour rendre décentes les conditions de vie des habitants actuels aux revenus très modestes, mais au profit de gens plus aisés et de sociétés occupantes de bureaux de prestige.

Correspondant LO

Mégret ne néglige pas les charmes de la fonction publique

Privé de mangeoire européenne et n'étant pas remboursé de ses frais de campagne, Mégret, le chef d'une des branches du FN désormais dénommée Mouvement National, affiche des difficultés de trésorerie. Il a donc demandé à réintégrer le ministère de l'Equipement, en sa qualité d'ingénieur des Ponts et Chaussées. Il va de ce fait retrouver son statut de haut fonctionnaire et la paie qui va avec, tout comme son collègue Le Gallou et Yvan Blot du Front National, tous deux anciens énarques, qui vont regagner l'Inspection générale de l'administration au ministère de l'Intérieur.

Ces allers et retours entre la politique et la haute fonction publique sont chose courante, pour les politiciens professionnels des grands partis. Jospin en avait bénéficié en son temps, réintégrant en 1993 le ministère des Affaires étrangères, où le gouvernement Juppé ne lui donna pas de travail mais, pas chien, lui accorda son salaire. Entre hauts cadres de l'Etat, passés, présents et futurs, une certaine solidarité est de règle.

Ce qui est plus original, dans le cas de Mégret, Le Gallou et Blot, c'est qu'ils sont coutumiers de la démagogie anti-fonctionnaires. Mais attention : les fonctionnaires pléthoriques dont ils dénoncent la fainéantise et l'emploi garanti à vie, ce sont les enseignants ou les postiers. Ceux-là sont utiles, et pas toujours bien payés. Il ne faut pas confondre avec les hauts cadres des ministères et des administrations centrales, dont eux font partie !

Vincent GELAS

FRUITS ET LÉGUMES

DOUBLE ÉTIQUETAGE : UNE MESURE DÉMAGOGIQUE

Depuis lundi 16 août, le double étiquetage devrait théoriquement se mettre en place sur les étals des commerces de fruits et légumes ansi que dans les rayons des grandes surfaces.
Cette mesure concerne neuf fruits et légumes (pommes, poires, pêches, nectarines, abricots, melons, raisins, tomates et concombres) et s'impose pour une période de un à trois mois selon les produits. Cette réglementation décidée par Jean Glavany, ministre de l'Agriculture, est censée satisfaire les producteurs et les consommateurs au nom, prétend le gouvernement, de la transparence.

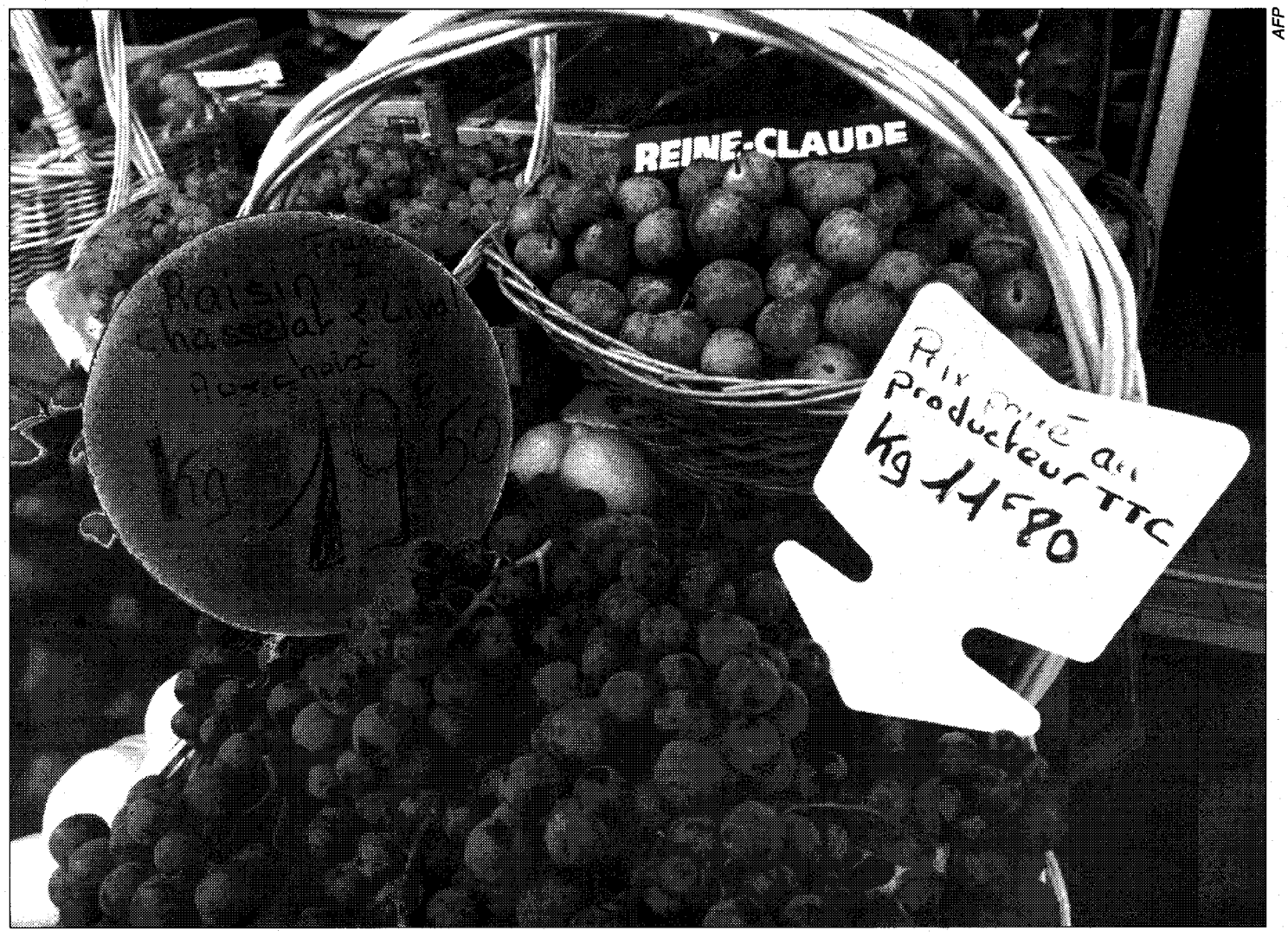
La réglementation prévoit d'afficher deux prix : celui en amont, auquel le producteur a vendu sa marchandise, et celui en aval, auquel le consommateur le paiera dans le commerce. La différence englobe tous les coûts de la filière (conditionnement, stockage, transports, mandataires, etc.).

Evidemment, comme c'est les commerçants qui se trouvent en bout de chaîne, au contact avec les clients, ce sont eux, en particulier les petits, qui apparaissent comme responsables de l'écart des prix. Même s'il y a ici ou là des commerçants qui abusent de la situation, l'écart entre le prix producteur et le prix consommateur, souvent important, provient des intermédiaires de la filière qui au passage prennent leur quote-part. Certes, entre le producteur et le vendeur, il y a des opérations nécessaires. Il faut calibrer, stocker, conditionner, transporter fruits et légumes pour qu'ils soient commercialisés sur les marchés en gros. Mais les mesures de Glavany ne prévoient absolument pas de vérifier le niveau de prélèvements, de profits, que réalisent tous ces intermédiaires et qui sont sans commune mesure avec le prix payé au producteur.

Ces mesures contribueront encore moins à mettre en évidence le rôle que jouent les grandes surfaces dans l'établissement du prix que paie le consommateur. Du fait qu'elles achètent massivement auprès de coopératives ou de producteurs indépendants, elles disposent de moyens considérables pour imposer leur loi sur le marché. De ce fait, ces grandes surfaces peuvent réaliser des marges bénéficiaires impressionnantes, même lorsqu'elles vendent moins cher. En effet la grande distribution peut souvent économiser le coût d'un intermédiaire, étant elle-même en quelque sorte son propre grossiste. Et lorsqu'elles vendent moins cher – ce qui n'est d'ailleurs pas toujours le cas – c'est qu'elles ont imposé leurs tarifs à la fois aux producteurs, aux transporteurs, sans compter les facilités de trésorerie que leur permettent l'ampleur des débits à grande échelle. Il faudrait vraiment être naïf pour croire que ces grandes surfaces n'ont pas les moyens de «corriger» à leur avantage des écarts trop importants, à supposer d'ailleurs que cela les gêne d'afficher vraiment la couleur auprès de leur clientèle ou de ne rien afficher du tout, puisqu'elles ont pour habitude de faire la pluie et le beau temps dans leur domaine.

Alors, il n'y a rien évidemment rien à attendre de ces mesures. Cette opération gouvernementale est totalement bidon. Elle brasse du vent et n'aura aucun effet, si ce n'est de montrer du doigt les petits commerçants et de dédouaner la grande distribution. Le double étiquetage n'aura pas la vertu miraculeuse d'augmenter les prix producteurs et de faire baisser les prix consommateurs. Pour cela il faudrait une autre politique, qui n'hésite pas à imposer une réelle transparence aux mastodontes de la grande distribution. C'est en impliquant les travailleurs, les consommateurs, dans des associations qui se donnent les moyens de contrôler les prix autrement que sur des bouts d'ardoise, mais dans les livres de comptes des capitalistes de la distribution, qu'une réelle transparence peut être obtenue. Et une telle transparence sur les pratiques des grosses sociétés ne devrait pas s'arrêter là, mais s'étendre à toute l'économie. Mais de cela il n'est pas question dans l'opération démagogique de Glavany.

Stéphane HENIN



AFP

Les handicapés du pognon

Prendre l'avion sur les vols d'Air France, mais certainement aussi sur ceux d'autres compagnies, n'est pas toujours une mince affaire, comme l'ont révélé récemment deux incidents. Ainsi le 9 juillet, un homme de quarante-quatre ans, ouvrier agricole dans un centre d'aide par le travail de la région parisienne, s'est vu refuser, au dernier moment, l'accès au vol Paris-Lorient par le commandant de bord. Ce passager est un trisomique 21. «*Il faut savoir que le commandant de bord n'a, en l'espèce, fait qu'appliquer la réglementation en vigueur, qui veut que les personnes à autonomie réduite disposent, pour voyager sur les lignes d'Air France, d'un certificat médical*», fut-il répondu. Du pilotage automatique, en somme ! On ne se pose pas de questions, on ouvre le petit manuel et on l'applique à la lettre. Le règlement, c'est le règlement… comme le répètent des adjudants de carrière ? Mais il n'était pas seul de son espèce, puisque le 11 août un passager obèse s'est vu, lui, demander le paiement d'une place et demie s'il voulait accéder à un vol Air France. «*La réglementation prévoit qu'un passager paie le nombre de sièges occupés*», commente la compagnie. Et aux maigres, on leur fera payer demi-place ?

Certes, dans ces deux affaires, ceux qui ont pris les décisions s'apparentent tellement à des personnages de farce que leur étroitesse d'esprit n'est pas passée inaperçue (d'autant plus que les victimes ne se sont pas laissé faire) et a suscité des réactions jusque chez les ministres Aubry et Gayssot, qui se sont chacun empressés d'admonester le PDG d'Air France. Il n'en reste pas moins vrai qu'en France, la vie des personnes souffrant d'un handicap, soit physique, soit mental, est loin d'être suffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. En premier lieu dans les transports d'ailleurs, où, bien que dans la loi l'accessibilité aux équipements publics soit une obligation nationale depuis 1975, à Paris, par exemple, seules trois lignes d'autobus sont équipées pour recevoir des fauteuils roulants. Ou encore, autre illustration fournie par l'Association des paralysés de France, la galère d'un groupe de handicapés, dont certains en fauteuil roulant, partis de Combs-la-Ville en Seine-et-Marne, pourtant située sur le RER, ne purent parvenir à leur destination de La Défense, essentiellement pour des problèmes d'ascenseurs et de manque de personnel, et revinrent dans leur foyer d'hébergement après six heures de voyage inutiles. Car l'essentiel, telle que la vie sociale est conçue, c'est d'acheminer les salariés sur leurs lieux de travail, plutôt que de prendre en compte le service pour tous les membres de la collectivité quels qu'ils soient… Rentabilité oblige.

Annie ROLIN

CAISSES D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA RÉGION PARISIENNE

Les familles pénalisées par l'incurie du gouvernement et des directions

Dans les Caisses d'allocations familiales de la région parisienne, tous les ans, les mois de juillet et d'août sont les plus difficiles. En effet, les CAF procèdent à la révision des prestations à critères de ressources.

Cette année, à la CAF de Paris, ce fut le pompon. 789 500 avis indiquant les nouveaux droits à compter de juillet 1999 devaient être adressés aux familles. Seuls 99 000 ont été envoyés.

En effet, depuis deux ans, la direction promettait un système performant pour traiter les déclarations de revenus : la Lecture automatique des documents (LAD). Mais à la mi-juillet, les employés de la CAF se sont aperçus que la LAD posait problème, car au lieu de 10 000 F, par exemple, le programme enregistrait 100 000 F.

Certaines familles n'ont donc pas perçu les aides au logement ou le complément familial. Cela occasionne de grandes difficultés aux familles déjà dans le besoin et a pour conséquence d'augmenter encore les queues au guichets. Au centre de Nationale (13e arrondissement), plus de mille allocataires se déplacent. Même chose à Laumière (19e arrondissement), et cela, en pleine période de congés des employés.

La presse et les médias ont mis ces problèmes sur le dos du nouveau système informatique «CRISTAL». Il n'est qu'en partie responsable. Car le manque d'effectif et l'accroissement du nombre de dossiers sont les causes principales. De plus, cette année les dossiers d'Allocation de rentrée scolaire versée pour le premier enfant ajoutent à la charge de travail. Mais aucun agent supplémentaire n'est prévu. Seuls 80 étudiants sont venus en juillet et août remplacer les agents du tri-courrier partis en vacances. En septembre, 12 agents en contrat de qualification feront l'école «prestations» pour devenir techniciens... dans un an.

A Paris, entre 1991 et 1998, le nombre d'allocataires est passé de 247 000 à 363 000 (+ 48 %). Par contre, sur la même période, l'effectif total des services prestations a chuté de 1 098 à 854. La vingtaine d'agents embauchés l'an passé et les 12 de cette année sont donc loin de compenser les 244 postes perdus les années précédentes.

A la CAF de Seine-Saint-Denis, les effectifs ont baissé en six ans de plus de 10 %, passant de 1 066 en 1991 à moins de 950 fin 1997. Or la Seine-Saint-Denis est largement touchée par le chômage et la précarité.

Actuellement, la direction a fini par avouer 5 jours de retard, alors qu'il s'agit de deux mois dans certains services.

Le retard dans le versement des prestations a aussi des répercussions sur d'autres services. De nombreux allocataires, ne parvenant pas à joindre la CAF par téléphone et ne pouvant consacrer plusieurs heures à aller chercher des renseignements aux guichets, s'adressent au service social de la CAF, implanté sous forme de petites unités dans la plupart des communes de Seine-Saint-Denis.

C'est seulement lorsque le personnel se manifeste, comme en juin dernier, où des agents sont montés à la direction à Rosny pour réclamer de l'embauche, que la direction agit un peu. Elle avait toutefois, en juin, refusé d'embaucher en CDI un agent dont le CDD se terminait. Mais elle annonçait un appel à 10 embauches, peu après !

Dans le Val-de-Marne, la direction annonce un retard officiel de 14 jours. Cela veut dire que certains dossiers attendent bien trois mois avant d'être étudiés.

Là aussi, les effectifs n'ont cessé de diminuer : de 830 en 1991, nous sommes passés aujourd'hui à 690, alors que le nombre de familles allocataires est passé de 130 000 à 170 000. Le nombre de RMIstes à lui seul a été multiplié par quatre durant cette période.

Dans les autres départements de la région parisienne on retrouve la même situation.

Pour faire face aux retards, les directions des centres font pression sur les agents pour augmenter le rendement coûte que coûte. Elles demandent aux employés de venir travailler certains samedis en heures supplémentaires.

Face à cette situation aux conséquences parfois dramatiques pour certaines familles, il faut souligner le silence complet de la ministre Martine Aubry sur le problème actuel des CAF, alors que plusieurs syndicats, FO et CGT en particulier, lui ont écrit et que les médias ont largement parlé de la question.

En fait, les directeurs des CAF sont chargés d'appliquer la politique gouvernementale : économies budgétaires avant tout. Ils en sont complices, mais les décisions dont ils ne sont que les relais sont prises au ministère et au gouvernement.

Correspondants LO

La CAF Laumière (Paris 19e). La salle d'attente est comble et la queue déborde dans la rue.

LO

La Poste – Paris 12e

Derrière les 35 heures, des suppressions d'emplois

Bureau après bureau, La Poste profite de l'aubaine de la loi Aubry pour continuer à supprimer des emplois. Ainsi, à la poste du 12e arrondissement de Paris, les 35 heures servent à justifier une restructuration prévue de longue date pour septembre prochain, qui a pour objet une nouvelle réduction des effectifs après celle déjà intervenue il y a quelques années.

La direction prétend laisser le choix entre trois scénarios, en fait trois manières d'imposer sa politique. Dans le premier, elle propose de maintenir un samedi de repos sur deux comme actuellement et d'y ajouter un mardi par mois, à condition que les postiers acceptent une journée de travail de forte amplitude – de 6 h 30 du matin à la fin d'après-midi – un vendredi sur deux. Dans les deux autres options, elle fait miroiter certains week-ends de trois jours, mais au prix de davantage de samedis travaillés.

Les dés sont pipés puisque, de toute façon, plusieurs dizaines d'emplois seraient supprimés, ce qui ne ferait qu'accroître une charge de travail déjà trop lourde.

23 août 1939

L'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 signifiait que la bourgeoisie allemande venait de faire le choix d'un régime lui permettant de préparer le pays à la guerre. Trotsky écrivait alors que le déclenchement de la guerre ne dépendait que du temps nécessaire à l'Allemagne pour reconstituer une armée puissante.

Staline avait conscience du danger qu'une telle guerre représentait pour l'URSS. Mais ayant abandonné la perspective de la révolution prolétarienne, les dirigeants staliniens n'envisageaient de défendre le pays que par des moyens strictement militaires et diplomatiques.

Pendant cinq ans, Staline mendia des alliances auprès des pays impérialistes, et en particulier de la France. Ce fut la politique de la main tendue aux démocraties, le danger allemand devenant de plus en plus évident. Le résultat fut maigre. Il y eut la signature du pacte Laval-Staline en 1934 ; la France ne s'y engageait même pas à défendre l'URSS dans le cas d'une guerre. Mais Staline s'y accrocha et donna ordre au PC d'abandonner le drapeau rouge au profit du tricolore et l'*Internationale* au profit de la *Marseillaise* et la lutte de classe au profit du combat de la démocratie contre le facisme.

De la main tendue aux démocraties bourgeoises...

La bureaucratie stalinienne justifia cette politique : contre les «*agresseurs fascistes*», l'Allemagne et l'Italie, il fallait se situer dans le camp des «*démocraties*», dont on oubliait soudain le caractère impérialiste. «*De là*, comme l'écrivait Trotsky, *chez la bande totalitaire du Kremlin, cette fureur si absurde de s'agenouiller devant les démocraties bourgeoises gangrenées. De là les «fronts populaires» qui ont étranglé la révolution espa-*

Le pacte germano-soviétique

LA CLASSE OUVRIÈRE ET L'UNION SOVIÉTIQUE ALLAIENT PAYER CHER LA POLITIQUE STALINIENNE

gnole. De là le remplacement de la lutte réelle des classes par des déclamations contre le fascisme».

Mais cette politique n'allait aucunement permettre d'assurer la sécurité de l'URSS. Le monde se rapprochait de la guerre. L'impérialisme allemand, après s'être réarmé, s'en prit en 1938 à la Tchécoslovaquie, s'attaquant ainsi à un des États alliés de la France et de l'Angleterre qui, ne voulant pas s'engager dans un conflit avec l'Allemagne, signèrent les accords de Munich en septembre 1938, acceptant le démembrement de la Tchécoslovaquie.

Pour la bureaucratie russe, ces accords de Munich étaient un avertissement: il ne fallait pas compter sur l'alliance des puissances dites démocratiques. Trotsky concluait peu après: «*L'effondrement de la Tchécoslovaquie est l'effondrement de la politique étrangère de Staline des cinq dernières années. «L'alliance des démocraties», cette idée lancée par Moscou pour lutter contre le fascisme, n'est qu'une fiction sans vie». «Nous devons maintenant nous attendre avec certitude,* ajoutait-il, *à une tentative de la diplomatie soviétique de se rapprocher avec Hitler, au prix de nouvelles retraites et de nouvelles capitulations.*»

... à l'alliance avec Hitler

Le 23 août 1939 éclatait la nouvelle de la signature du Pacte germano-soviétique entre les deux ministres des Affaires étrangères, Molotov pour l'URSS et Ribbentrop pour l'Allemagne, nouvelle qui allait faire l'effet d'une bombe. Les travailleurs, les militants des Partis Communistes, qui avaient cru dans la politique défendue par les dirigeants soviétiques de défense des «*démocraties*» contre «*les agresseurs fascistes*», se trouvaient totalement désorientés.

Trotsky l'écrivait le 9 septembre 1939: «*Quant à la classe ouvrière, ces messieurs n'y pensent pas. Les zigzags du Komintern ont provoqué le chaos des l'esprit des ouvriers, ce qui est une des conditions majeures des victoires fascistes. Il faut pénétrer pour un moment dans la psychologie d'un ouvrier allemand révolutionnaire, qui lutte illégalement contre le national-socialisme, au péril de sa vie, et puis qui voit soudain que le Kremlin, qui dispose de recours immenses, non seulement ne combat pas Hitler, mais au contraire conclut avec lui une affaire avantageuse dans l'arène du brigandage international. Cet ouvrier n'a-t-il pas le droit de cracher au visage de ses enseignants d'hier?*»

Les dirigeants de l'URSS avaient fait soudainement volte-face. Hitler de son côté, arrivé au pouvoir en écrasant la classe ouvrière au nom de la «*lutte contre le bolchévisme*», a jugé utile de s'entendre avec Staline, sans abandonner le moins du monde le projet d'attaque de l'URSS, comme la suite allait le montrer. Il a choisi de s'entendre momentanément avec Staline, se préparant au déclenchement imminent de la guerre. Il ne voulait combattre que sur un seul front. Les clauses commerciales liées à ce traité permettaient à l'Allemagne de recevoir certaines matières premières indispensables à son économie.

«*Pour attaquer la Pologne et mener à bien la guerre contre l'Angleterre et la France, Hitler avait besoin de la neutralité «bienveillante» de l'URSS et aussi des matières premières soviétiques.*

Les traités politiques et commerciaux assurent les deux à Hitler. [...] Le Pacte germano-soviétique est une capitulation de Staline devant l'impérialisme fasciste, dans le dessein de préserver l'oligarchie soviétique», écrivait encore Trotsky le 9 septembre 1939.

La signature de ce pacte et le mépris que les bureaucrates avaient témoigné à l'égard de ceux-là mêmes, dans la classe ouvrière, qui considéraient l'Union soviétique avec sympathie devaient coûter cher à cette dernière. Lorsqu'en juin 1941 Hitler attaque l'URSS, celle-ci était affaiblie, isolée par la politique stalinienne. Les dirigeants de la bureaucratie n'avaient même pas profité du répit de près de deux ans pour se renforcer et pour se préparer à l'attaque inévitable de Hitler. Staline se laissa surprendre par l'offensive allemande et il aura fallu tout le courage de la classe ouvrière et du peuple soviétique, dans l'esprit de qui Octobre 1917 n'était pas tout à fait mort, pour renverser la situation, pour résister et puis pour vaincre.

Aline RETESSE

ARC

Staline et Ribbentrop viennent de signer le pacte.

La bourgeoisie française en profite pour attaquer le PCF et, à travers lui, la classe ouvrière

Il n'y a pas que l'URSS qui allait payer cher cette politique. En France, la bourgeoisie française allait en profiter pour attaquer le PCF et, à travers lui, la classe ouvrière.

Les dirigeants du PC étaient enfoncés dans une politique de collaboration de classe dans le cadre du Front populaire. Autant dire que le Pacte germano-soviétique les a pris à contre-pied.

Dans un premier temps, les dirigeants du PC français s'empressèrent de faire des déclarations patriotiques. Le 25 août 1939, deux jours après la signature du Pacte germano-soviétique, le groupe parlementaire communiste publia un communiqué à la presse dans lequel il déclarait: «*Si Hitler déclenche la guerre, alors, qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang pour défendre la sécurité du pays, la liberté et l'indépendance des peuples.*»

La signature du Pacte Hitler-Staline engendra une crise sérieuse: 27 députés sur 72 démissionnèrent du parti en quelques semaines.

Finalement, les dirigeants du PC optèrent pour la fidélité à Moscou et *l'Humanité* titra: «*Staline a raison*».

Mais les dirigeants politiques de la bourgeoisie française allaient en profiter pour entamer la chasse aux communistes en les accusant d'être des «*traîtres à la patrie*».

Le 26 août 1939, alors que *l'Humanité* titrait encore «*Union de la nation française contre l'agresseur hitlérien*», le gouvernement faisait saisir *l'Humanité* et *Ce Soir*, un autre journal communiste. Le 26 septembre 1939, le Conseil des ministres décidait la dissolution du PC et, par la même occasion, «*de toutes associations, toute organisation ou tout groupement de fait qui s'y rattachent et tous ceux qui, affiliés ou non à ce parti, se conforment dans l'exercice de leur activité à des mots d'ordre relevant de la Troisième Internationale*», c'est-à-dire en fait toutes les organisations de l'extrême gauche révolutionnaire.

Puis ce furent les députés communistes qui furent déchus début 1940 et arrêtés. Certains furent sortis de force en pleine séance de l'Assemblée. Ensuite, ils passèrent en procès du 20 mars au 3 avril 1940 devant un tribunal militaire.

Mais les députés communistes ne furent pas les seuls à pâtir de la répression. La police traqua les militants qui collaient les papillons de propagande ou distribuaient des tracts. Des rafles furent organisées: le 5 octobre 1940 une grande rafle eut lieu de 300 suspects communistes. Ils furent emmenés dans ce que le gouvernement français appela des «*centres de surveillance pour suspects*», des stades, comme celui de Roland-Garros, ou des camps, comme celui du Vernet dans lequel la police regroupa plus de 2 500 communistes. En 1941, il y eut encore 5 000 arrestations. Le gouvernement en profita pour s'en prendre plus largement à la classe ouvrière, aux militants de la CGT, à tous ceux qui se disaient communistes.

La bourgeoisie française exploitait le Pacte germano-soviétique pour prendre sa revanche contre tous ceux qui avaient activement fait la grève en 1936. Dans les rangs de la classe ouvrière, c'était le grand désarroi.

A.R.

Les militants de Lutte Ouvrière font étape dans votre ville

La fin du mois d'août approche et avec elle la fin du parcours des militants et militantes de Lutte Ouvrière à travers les régions et les villes du pays, à la rencontre de tous ceux qui souhaitent discuter avec nous.

Nous donnons ci-dessous la liste des dernières villes où nos camarades feront étape dans les jours prochains.

Depuis le début de l'été, partout où nous nous sommes arrêtés, nous avons rencontré bien des familles de travailleurs ou de chômeurs, des militants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier, des sympathisants de gauche, des sympathisants ou électeurs de notre mouvement, préoccupés comme nous par la situation du monde du travail, frappé par le chômage et la politique antiouvrière du gouvernement, et prêts à discuter de ce qu'il faudrait faire et des objectifs à se fixer afin que cela change enfin, vraiment, radicalement, et en bien, pour la population laborieuse.

Et nous avons pu nous rendre compte qu'ils sont nombreux, ceux qui pensent comme nous que, si la colère des travailleurs éclate à la figure des patrons et des politiciens, ils l'auront mille fois mérité. Nous avons pu discuter de la nécessité de retrouver le chemin des luttes, contre les patrons et contre ce gouvernement qui ose se dire de gauche mais qui est incapable de s'attaquer aux spéculateurs, aux capitalistes, à leurs profits, préférant s'en prendre à l'épargne des travailleurs comme il a encore profité de l'été pour le faire.

LO

Si vous en avez l'occasion, venez discuter avec nos militants du communisme et de la lutte de classe sous le chapiteau que nous plantons à chaque étape. Si vous ne le pouvez plus, écrivez-nous, prenez contact. L'été est en train de se terminer mais la discussion, entre travailleurs, des problèmes et des urgences que nous pose l'injustice de ce système pourri qu'est le capitalisme, elle, doit continuer !

LANGUEDOC

jeudi 19 août
NIMES (Gard)

vendredi 20 août
CARNON-Plage (Hérault)

samedi 21 août
SOMMIERES (Gard)

ALSACE

jeudi 19 août
HAGUENAU (Bas-Rhin)

vendredi 20 août
SELESTAT (Bas-Rhin)

samedi 21 août
KAYSERSBERG (Haut-Rhin)

lundi 23 août
SAINTE-MARIE-AUX-MINES (Haut-Rhin)

mardi 24 août
HUNINGUE (Haut-Rhin)

mercredi 25 août
COLMAR (Haut-Rhin)

jeudi 26 août
COLMAR (Haut-Rhin)

vendredi 27 août
GUEBWILLER (Haut-Rhin)

LORRAINE

jeudi 19 août
CREUTZWALD (Moselle)

vendredi 20 août
SARREGUEMINES (Moselle)

samedi 21 août
LONGWY (Meurthe-et-Moselle)

lundi 23 août
JEUF (Meurthe-et-Moselle)

mardi 24 août
THIONVILLE (Moselle)

mercredi 25 août
JARNY (Meurthe-et-Moselle)

jeudi 26 août
AMNEVILLE (Moselle)

vendredi 27 août
HAYANGE (Moselle)

Plus précaires que précaires et ce... en toutes saisons

En été plus particulièrement, mais pas seulement à cette saison, les emplois saisonniers se multiplient. Il n'existe aucune statistique au ministère de l'Emploi où à l'INSEE concernant ces emplois.

Seuls quelques organismes spécialisés en ont. D'après eux, il y aurait 700 000 emplois de ce type dans le tourisme et autant dans l'agriculture, sans compter les emplois dans d'autres activités très dépendantes des saisons, comme la pêche, le conditionnement dans l'agro-alimentaire ou certaines industries comme l'industrie sucrière, ou encore tous les emplois de commerce ou de services (caissière par exemple) embauchés en renfort. Il y aurait trois familles d'emplois saisonniers : celle des «*professionnels mobiles*» (20 % des saisonniers) comme le barman ou maître d'hôtel embauché à Saint-Tropez l'été et Val-d'Isère l'hiver ; les «*pluriactifs locaux*» (20 % également) qui travaillent à côté de leur domicile, comme l'agriculteur savoyard l'été qui devient moniteur l'hiver ; les *occasionnels* (60 % donc), membres de la famille ou de l'entourage, mais aussi des immigrés, des étudiants et de plus en plus des chômeurs.

On y retrouve, mais encore plus qu'ailleurs, ce qui devient de plus en plus caractéristique du marché du travail : la flexibilité, la précarité, les petits salaires et des conditions de travail, notamment des horaires, particulièrement difficiles, peu d'emplois à temps plein et de plus en plus de temps partiels. La plupart de ceux qui occupent ce type d'emplois sont de moins en moins souvent des travailleurs, surtout jeunes, qui font ce choix pour être plus libres de changer de boulot et de patron. La grande majorité d'entre eux aimerait avoir un vrai travail et un vrai salaire. Le travail au noir et le mépris du code du travail, notamment en ce qui concerne les heures supplémentaires ou les jours de congés, sont particulièrement développés dans ces secteurs d'activités. Très peu de procès verbaux sont dressés et encore moins suivis d'amendes, entre autres... par manque d'inspecteurs du travail : trois pour l'ensemble de la Savoie, qui comprend toute la vallée de la Tarentaise !

DES SALAIRES BIEN TROP PARTIELS

Alors que le chômage oscille depuis près de 10 ans autour de 3 millions de chômeurs, ces dernières années ont vu se multiplier les formes d'emplois dits atypiques, terme qui sert tout simplement à désigner les temps partiels, le plus souvent non choisis, rétribués par un salaire très partiel aussi et bien insuffisant pour vivre. Ce type d'emplois représente plus de 17 % des emplois salariés et concerne particulièrement les femmes. Son extension expliquerait ce que le gouvernement appelle l'«*amélioration de l'emploi*». Une amélioration d'autant plus relative qu'à côté de ces salariés à temps partiel, dont un grand nombre touchent 3 000 ou 4 000 F par mois, les contrats à durée déterminée et l'intérim ont quasiment doublé en 10 ans et les quelque 6 % de salariés qui sont concernés ont des salaires irréguliers et un revenu mensuel moyen bien insuffisant.

Par contre les «améliorations» sont beaucoup plus palpables pour le patronat. Car la politique des différents gouvernements de droite et de gauche qui se succèdent depuis plus de vingt ans s'est traduite par une explosion de mesures dites d'«*aide à l'emploi*», avantageuses pour les employeurs mais sans effet sur la création d'emplois stables. C'est ainsi par exemple que les exonérations sociales sont passées de 5 milliards en 1990 à plus de 65 milliards en 1997. Sans oublier les mesures destinées à accompagner la loi sur les 35 heures, qui devraient permettre au patronat d'empocher une rallonge de quelque 25 milliards au titre de l'aide à l'emploi peu qualifié (qui s'ajoutent aux 35 milliards accordés par Juppé en 1995).

Pas étonnant après cela que le développement du chômage et des bas salaires aille de pair avec des profits exceptionnels.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995